



Centrafrique : mission accomplie pour la Force européenne

L'intervention de la Force de l'Union européenne en Centrafrique (EUFOR RCA) a constitué un test d'efficacité et de réactivité en cas d'urgence pour les États membres, estime son commandant, le général de division Philippe Pontès. Il en a dressé le bilan, devant la presse, à Paris le 19 mars 2015. Décidée par la résolution 2134 du Conseil de sécurité de l'ONU du 28 janvier 2014 autorisant le recours à la force, l'EUFOR RCA a disposé d'un budget total de 38 M€ pour 9 mois d'activité opérationnelle, du 15 juin au 15 décembre 2014 avec une prolongation jusqu'au 15 mars 2015. Avec les forces de police et de gendarmerie centrafricaines, elle a rétabli la sécurité dans les 3ème (quartier musulman) et 5ème (quartier chrétien) arrondissements de la capitale Bangui. Pour la première fois, un élément de gendarmerie européenne a été confronté à des groupes armés, au grand banditisme et à la lutte contre la fraude pendant des pics de violence. L'EUFOR RCA a aussi restauré la liberté de mouvement de la population

par la construction d'un pont entre les 6ème et 2ème arrondissements. Aujourd'hui, ce pont de 300 kg, type même d'une action civilo-militaire, permet la circulation de 4.000 véhicules par jour. En outre, l'EUFOR RCA a assuré un soutien aux organisations humanitaires, gouvernementales ou non, et appuyé le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies (MINUSCA). Le nombre de personnes réfugiées à l'aéroport du camp de M'Poko est passé de 100.000 en janvier 2014 à 20.000 en février 2015. L'EUFOR RCA a accompagné le dialogue de réconciliation nationale, à savoir des consultations populaires sur la lutte contre l'impunité des criminels, le rétablissement de la justice et la restructuration de l'État. Un rapport de synthèse doit déboucher sur un texte constitutionnel, qui sera soumis à référendum. Selon le général Pontès, les clés du succès de l'EUFOR RCA résident notamment dans la qualité du dialogue politico-militaire avec les autorités centrafricaines, la mise en œuvre d'une approche globale et la coordination des forces internationales. L'EUFOR RCA comprenait : un quartier général d'opérations (OHQ, état-major stratégique) de 130 personnels (20 nations) à Larissa (Grèce) ; un quartier général de forces (FHQ, état-major sur le terrain) de 65 personnes (14 nations) à Bangui ; 750 militaires (8 nations) déployés dans Bangui. L'importance des effectifs des états-majors résulte du nombre élevé de nations engagées et du fait que certains pays ne voulaient pas envoyer de militaires sur le terrain. Par ailleurs, quoique non membre de l'Union européenne, la Géorgie a été la 2ème nation contributrice après la France. Les forces françaises de l'opération « Sangaris » (1.700 militaires aujourd'hui) ont en effet apporté un appui jugé indispensable. De son côté, l'Agence européenne de défense a participé à une cyberdéfense de niveau élevé. Toutefois, l'EUFOR RCA a présenté des lacunes en matière de renseignement, d'aéromobilité, de commandement et de contrôle, estime le général Pontès. Enfin, elle déplore 16 blessés et 1 mort (français).

Loïc Salmon

Centrafrique : passage de relais des forces Sangaris et EUFOR RCA à la MINUSCA

Centrafrique : l'opération « Sangaris » un an après

Mali : succès de la Mission européenne de formation et d'expertise